



Cher lecteur, Intéressé par un article en particulier ? Cliquez directement dans le sommaire sur l'article et vous serez envoyé automatiquement vers la page dédiée à cet article. Afin de revenir vers le sommaire cliquez sur « Retour au sommaire » mentionné à la fin de chaque article.

SOMMAIRE

GÉOPOLITIQUES	2
1- Moyen-Orient : « Une recomposition géopolitique régionale » (La voix du Nord, Didier Billion) .	2
2- Sommet du 12 juin entre Donald Trump et Kim Jong-Un : que peut-on en attendre ? (IRIS, le point de vue de Barthélémy Courmont).....	3
3- Synthèse de l'actualité internationale de mai 2018 (Diploweb, Axelle Degans)	5
DÉFENSES	7
1- Otan : Le général Lanata nommé à la tête du Commandement Allié Transformation (Opex 360, Laurent Lagneau)	7
2- Colonel Legrand : « Représentant la réalité du terrain, la concertation dispose d'une force légitime politique ». (Défense.gouv.fr, armée de terre).....	7
3- Pêche illégale ; arraisonnement musclé en Guyane (Le Marin, Eric Stumpfing)	8
ÉCONOMIES	10
1- Ankara – Téhéran – Moscou, axe énergétique et géopolitique (The conversation, Deniz Unal) ..	10
2- Sébastien Abis : « Le meilleur casque bleu européen aujourd'hui, c'est l'agriculture » (Toute l'Europe, Céline Schmitt).....	11
3- L'immigration évitera-t-elle la crise technologique américaine ? (IRIS, Charles Thibout)	12

GÉOPOLITIQUES

1 – Moyen-Orient : « Une recomposition géopolitique régionale » (La voix du Nord, Didier Billion)

Pourquoi parlez-vous aujourd'hui des mondes arabes au pluriel ?

L'expression consacrée, du monde arabe, nous paraît de plus en plus impropre. En réalité, chaque Etat a ses réalités et ses intentions, parfois en opposition avec son voisin. Le monde arabe a pu se justifier à une époque autour de Nasser. Il n'est plus envisageable. Au niveau économique, des ressources naturelles, d'énormes disparités entre les pays existent, pas seulement entre les extrêmes du Qatar et du Yémen. Et on ne note pas spécialement un esprit de solidarité entre ces pays. Pour toutes ces raisons, le pluriel, les mondes arabes, est plus précis et traduit des dynamiques divergentes voire en opposition.

Pourquoi l'Arabie saoudite montre-t-elle des velléités de domination ?

Il existe une sorte de vide du leadership du monde arabe qu'a voulu combler l'Arabie saoudite. Le Caire, Bagdad, Damas ne peuvent plus jouer ce rôle. Les Saoudiens se voient logiquement en puissance régionale mais pour l'instant, les initiatives de l'impétueux et trop pressé prince Mohamed Ben Salman, contre le Qatar (embargo), le Yémen (guerre) ou le Liban (pression sur le Premier ministre Hariri), se sont toutes soldées par des échecs.

Quel rôle peut jouer l'Arabie saoudite dans le conflit syrien ?

Sa capacité de manœuvre est limitée sur le territoire syrien. Les milices, qu'elle sponsorisait, sont très affaiblies ou ont disparu. En même temps, même si ce sont les Russes qui ont les meilleures cartes pour régler la crise, ils ne peuvent conclure seuls. On ne peut imaginer un processus de résolution politique en Syrie sans les Saoudiens, ni les Turcs d'ailleurs.

Pourquoi l'Arabie saoudite et l'Iran s'opposent-ils ?

Je récuse d'abord la vision simpliste d'une guerre entre sunnites et chiites. C'est un facteur parmi d'autres. Le plus important étant le rapport entre deux puissances. Par son histoire, sa géographie, sa culture, l'Iran veut s'affirmer comme puissance régionale et elle y parviendra un jour, dans les cinq ou dix prochaines années. Mais cette volonté d'affirmation n'est pas, comme on l'entend, un expansionnisme. Nous ne sommes plus dans l'Iran de Khomeiny en 1979 qui voulait exporter la révolution islamique. La guerre contre l'Irak de 80-88 a forcé à défendre la mère patrie et les Iraniens n'ont pas changé d'objectif depuis. Elle a néanmoins une volonté d'influence en s'appuyant sur les communautés chiites, comme le Hezbollah au Liban, en Irak. J'ai plus de doutes sur les houthis au Yémen qui n'ont jamais fait allégeance.

Peut-on imaginer un choc frontal et direct entre les deux ?

Nous avons un choc verbal et économique entre deux puissances voulant s'affirmer. Des dérapages ne sont pas impossibles mais je ne crois pas à une guerre comme celle contre l'Irak. Dans ce contexte, il ne faut d'ailleurs pas oublier Israël, à la politique plus préoccupante et qui veut en découdre avec l'Iran. L'atmosphère est très délétère et instable. Mais nous assistons à une recomposition géopolitique régionale qui montre un rapprochement de plus en plus affirmé entre l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et Israël. C'est une nouvelle équation.

Pourquoi Israël désigne-t-il l'Iran comme son principal ennemi ?

Israël a toujours eu rapport compliqué avec son environnement et sa politique a besoin d'un ennemi. Face à un Netanyahu affaibli par les affaires individuelles et poussé par les va-t'en-guerre d'extrême-droite, l'armée sera plutôt un élément temporisateur. Là aussi, on ne peut exclure quelques frappes. Chacun montre ses muscles mais ces pays connaissent les lignes rouges à ne pas dépasser. Si nous assistions à une déclaration de guerre contre l'Iran, ce que nous avons connu en Irak en 2003-2004 ne serait qu'un hors d'œuvre à côté de ce que pourrait être une déstabilisation régionale.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.lavoixdunord.fr/390085/article/2018-06-04/vers-une-recomposition-geopolitique-regionale>

[Retour au sommaire](#)

2 – Sommet du 12 juin entre Donald Trump et Kim Jong-Un : que peut-on en attendre ? (IRIS, le point de vue de Barthélémy Courmont)

Énième retournement de situation sur le sommet États-Unis – Corée du Nord. Le sommet entre le président américain et le dirigeant nord-coréen va finalement avoir lieu, le 12 juin à Singapour. Donald Trump a annoncé que le dialogue avec Kim Jong-un serait « un processus couronné de succès » et que les États-Unis n'imposeraient pas de nouvelles sanctions à la Corée du Nord durant les négociations. Cette victoire diplomatique et médiatique est source d'espoir pour la stabilité de la péninsule, mais un démantèlement de l'arsenal nucléaire nord-coréen ajouté à la signature d'un accord de paix semble encore incertain. L'analyse de Barthélémy Courmont, directeur de recherche à l'IRIS.

Quels sont les intérêts tant pour la Corée du Nord que des États-Unis à tenir ce sommet le 12 juin ? Quels en sont les enjeux ? Quid de la Corée du Sud et de la Chine dans le processus ?

Ce sommet tant attendu, et dont la tenue a été chahutée par les inconstances de Donald Trump, est important pour les deux pays. Côté américain, le président fait face à une campagne électorale difficile en vue des élections mi-mandat qui se tiendront en novembre, et la rencontre avec Kim Jong-un est une victoire de prestige. Mais elle ne s'accompagne malheureusement pas d'une réflexion de fond, au sein de la diplomatie américaine, sur les objectifs de cet événement, ni même sa finalité. C'est d'ailleurs ce qui explique la volte-face du président, qui a annulé subitement cette rencontre avant d'annoncer qu'elle se tiendra, jouant maladroitement une des partitions de son livre publié dans les années 1980 *The Art of the Deal*, mais traduisant surtout la difficulté à définir une position et cohérente parmi son équipe. Entre Mike Pence, Mike Pompeo et John Bolton, qui ne semblent pas sur la même ligne à propos de la politique américaine dans la péninsule coréenne, difficile de se faire une idée précise des attentes de Washington. Côté nord-coréen, cette rencontre est souhaitée depuis plus de vingt ans, et elle aurait pu avoir lieu en 2000, quand Madeleine Albright (secrétaire d'État des États-Unis entre 1997 et 2001) s'était rendue à Pyongyang. Le régime nord-coréen a toujours favorisé un dialogue bilatéral avec Washington depuis la fin de la Guerre froide, cela lui permettant non seulement de négocier ses capacités de nuisance directement avec la principale puissance militaire, mais aussi de se hisser au niveau de cette dernière. La reconnaissance du régime, une garantie sécuritaire ou encore la levée – même partielle – des sanctions sont ainsi au programme des négociateurs nord-coréens, qui sont, faut-il le rappeler ou s'en réjouir, en position de force. A Séoul et à Pékin, on se réjouit de ce sommet. On sait le rôle joué par Moon Jae-in, le président sud-coréen, et sa capacité à remettre son pays sur le devant de la scène dans ce dossier complexe. Et côté chinois, on mesure les effets vertueux d'une ouverture, même timide, de la

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 63

Corée du Nord, et des opportunités économiques et commerciales dans la péninsule, en plus d'un apaisement des tensions.

La dénucléarisation doit être « complète, vérifiable et irréversible » affirment les États-Unis. Une réelle dénucléarisation est-elle envisageable de la part de Pyongyang ? Le flou ne persiste-t-il pas sur ce processus ?

La rhétorique américaine, si elle est louable sur le fond, traduit surtout un haut niveau d'impréparation de cet événement. C'est d'ailleurs inquiétant, là où le flou serait plutôt une stratégie. Les propos de John Bolton, qui fit référence au « modèle libyen », en sont la parfaite illustration (mais relèvent sans doute, de sa part, d'une volonté délibérée), tout comme l'impatience de Mike Pence qui a rappelé aux Nord-Coréens qu'ils ne pourraient se jouer de Donald Trump (étonnante et presque naïve déclaration de la part d'un vice-président des États-Unis, qui lui valut une réponse cinglante de Pyongyang, pointant du doigt la « stupidité » de l'intéressé). La dénucléarisation peut être espérée, elle peut même être éventuellement envisagée à long terme, mais elle ne saurait à ce stade être exigée, surtout au préalable de tout accord. Ce serait par ailleurs demander à la Corée du Nord de « désinventer » la bombe atomique, or cela ne s'est jamais fait. C'est là tout le problème, ce qui nous conduit à considérer qu'il y a une sorte de malentendu entre les deux pays. La Corée du Nord veut négocier, on le sait, et c'est le cœur de sa stratégie. Mais si elle abandonne ses capacités de nuisance, elle perd tout son capital. Le négociateur qu'est Donald Trump est bien placé pour savoir que dans une négociation, il ne faut pas tout mettre sur la table d'entrée de jeu... Selon toute probabilité, la rencontre sera un succès, dans la mesure où un geste fort aura été fait par les deux pays. Mais, ne serait-ce qu'en référence aux accords de l'Organisation de développement énergétique coréenne (KEDO) de 1994 et leur échec, il ne faut surtout pas partir du principe que la dénucléarisation de la Corée du Nord s'engagera au soir du 12 juin. Celle-ci reste un espoir plus qu'une perspective.

À quelques jours du sommet de Singapour, les spéculateurs affluent à Dandong, la ville chinoise sur la frontière sino-nord-coréenne. Un modèle économique “à la chinoise” est-il envisageable pour la Corée du Nord ? Le pays le plus fermé du monde est-il prêt à opérer cette mue ?

Ne précipitons pas trop les choses sur ce point non plus, au risque d'une grande déconvenue. La Corée du Nord s'est engagée dans des réformes économiques, certes timides, mais qui traduisent une volonté de suivre un modèle économique à la chinoise, et en dépit de sanctions, les conditions de vie se sont améliorées en Corée du Nord. Pour autant, il convient de rappeler plusieurs choses.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.iris-france.org/114186-sommet-du-12-juin-entre-donald-trump-et-kim-jong-un-que-peut-on-en-attendre/>

Ce site est répertorié dans la rubrique THINKTANKS

de la "Communauté Défense et Sécurité" d'ESPRI SURCOUF.fr

[Retour au sommaire](#)

3 – Synthèse de l'actualité internationale de mai 2018 (Diploweb, Axelle Degans)

Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Auteure de « Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017 », éd. Diploweb via Amazon, 2018. Elle est aussi co-auteure chez Ellipses de "Les 50 cartes à connaître", Coll. Atout concours, Paris, 2016.

Le sort des urnes

EN ARMENIE, le nouveau premier ministre, Nikol Pachinian a été élu en mai 2018 par le parlement avec une courte majorité. Cela clôt la crise ouverte qui durait depuis plusieurs semaines. En Malaisie, Mahathir Mohamad (92 ans) redevient premier ministre après avoir été à la tête de son pays entre 1981 et 2003. Il retrouve le pouvoir dans un contexte de scandale politico-financier qui éclabousse l'ancien premier ministre Najib Raazak accusé de corruption. Un referendum au Burundi – l'Afrique des grands lacs – s'est tenu en mai 2018 pour la révision de la constitution afin d'élargir les pouvoirs présidentiels, en l'occurrence Pierre Nkurunziza. Il pourra se maintenir au pouvoir jusqu'en 2034. Vladimir Poutine commence en mai 2018 son quatrième mandat présidentiel à quelques semaines de l'organisation du mondial de football en terre russe. En Égypte, le maréchal Al-Sissi, commence son second mandat.

Les nouvelles orientations de la politique américaine

Le président Donald Trump change régulièrement ses collaborateurs. Il vient de nommer à la tête de l'agence fédérale de la CIA Gina Haspel pour remplacer Mike Pompeo nouveau secrétaire d'État. Elle est la première femme nommée à ce poste. Le président américain annonce en mai 2018 le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, ce qui signifie que la levée des sanctions pesant sur l'Iran n'est pas renouvelée. Téhéran bénéficiait de cette levée partielle et lente après l'accord de Vienne (2015) contre une limitation de l'enrichissement de l'uranium militaire. Le chef de la diplomatie américaine – Mike Pompeo – est partisan d'une ligne dure vis-à-vis de Téhéran. Cela signe l'échec de la stratégie portée par l'UE. Après avoir choisi de retirer son pays des accords commerciaux transpacifiques négociés par son prédécesseur, Donald Trump décide d'infléchir la politique commerciale des États-Unis. Il veut ainsi lutter contre l'ampleur du déficit commercial de son pays (810 milliards de dollars pour 2017) et inciter à maintenir voire à relancer les emplois en adoptant une attitude moins en faveur du libre-échange. Cette politique passe par l'actuelle renégociation - dans un sens plus protectionniste - des accords de l'ALENA (entrés en vigueur sous les mandats du démocrate Bill Clinton) avec le Canada et le Mexique. Elle se traduit aussi par la volonté de relever les taxes douanières sur certains produits importés au États-Unis comme l'acier ou l'aluminium et même les voitures au grand dam de l'Allemagne. Un accord – a minima - se dessine entre Washington et Pékin. La rencontre entre Donald Trump et le leader nord-coréen Kim a été repoussée. Ce dernier a multiplié les exigences et rodromontades mais Washington a préféré prendre du recul ... ce qui a circonvenu Pyongyang. La rencontre n'est pas annulée.

Toujours la violence...

A l'occasion des 70 ans d'existence d'Israël, Washington a transféré en mai 2018 son ambassade à Jérusalem, la cérémonie a été boudée par les ambassadeurs européens dans leur grande majorité. Des heurts violents ont de nouveau endeuillé la frontière de la bande de Gaza provoquant la mort d'une soixantaine de Palestiniens et des milliers de blessés. Le Hamas est à l'origine des manifestations qui ont rassemblé plus de 30 000 personnes, dans une région où le chômage et pauvreté sont de vrais fléaux. Les attentats islamistes continuent à ensanglanter

régulièrement l'Afghanistan où la page de la guerre n'est pas tournée. En Indonésie, une famille de kamikazes s'est fait exploser, l'utilisation d'enfants ne fait que renforcer l'horreur du geste. En Europe, la Belgique et la France sont de nouveau frappées par des attentats islamistes. Au Nicaragua, le président Daniel Ortega est de plus en plus contesté par des manifestations de rue réprimées dans le sang. Elles se déroulent dans un climat délétère de corruption, alors que la population dénonce les réformes de retraites qui vont encore diminuer un pouvoir d'achat largement déjà écorné.

Les interrogations au cœur de l'Union européenne

Les chantiers de l'Europe communautaire sont nombreux. L'un des plus emblématiques est celui de la gouvernance de la zone euro. La place à réserver à la PAC est une question importante du budget européen. La PAC, première politique commune, a vu son enveloppe diminuer au fil du temps au grand dam de la France qui en a longtemps été l'une des grandes bénéficiaires. La Commission européenne souhaite lui attribuer 365 milliards d'euros pour le budget 2021-2027 contre 408 milliards pour le budget précédent, une baisse sensible que veut atténuer Paris. La PAC évolue vers une forme de renationalisation partielle de la politique agricole. La Commission souhaite faire évoluer les dépenses vers la défense et la sécurité ainsi que la gestion des flux migratoires (enveloppe prévue multipliée par 2,5). Le contexte des attentats sur le sol européen et la crise migratoire expliquent cette inflexion voulue dans le budget européen.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.diploweb.com/Synthese-de-l-actualite-internationale-de-mai-2018.html>

Ce site est répertorié dans la rubrique REVUES et LETTRES

de la "[Communauté Défense et Sécurité](#)" d'ESPRI SURCOUF.fr

[Retour au sommaire](#)

DÉFENSES

1- Otan : Le général Lanata nommé à la tête du Commandement Allié Transformation (Opex 360, Laurent Lagneau)

Depuis 2009 et le retour de la France au sein du commandement militaire intégré de l'Otan, le poste de commandant suprême allié Transformation (SACT) revient systématiquement à un ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air (CEMAA). Pour rappel, le Commandement Allié Transformation (ACT), basé à Norfolk [États-Unis] est l'un des deux commandements stratégiques de l'Otan, l'autre étant le Commandement Allié Opérations (ACO), traditionnellement dirigé par un général américain. Aussi, après les généraux Stéphane Abrial, Jean-Claude Palomeros et Denis Mercier, c'est donc sans surprise que le général André Lanata prendra prochainement la direction de Norfolk en qualité de nouveau SACT. L'annonce de sa nomination à ce poste a été faite ce 7 juin, lors du point presse hebdomadaire du ministère des Armées. Fils d'un ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air [le général Vincent Lanata, ndlr], le général André Lanata, 57 ans en octobre prochain, est passé par l'École de l'Air (promotion 1981) avant d'entamer sa carrière de pilote de chasse à l'escadron 1/33 « Belfort », alors doté de Mirage F1CR. Commandant de l'escadron de chasse 2/3 « Champagne » en 1996, le général Lanata a ensuite occupé différents postes à l'État-major des armées [EMA]. Il a en outre participé à de nombreuses opérations extérieures (Tchad, Irak, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, etc.).

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.opex360.com/2018/06/07/otan-general-lanata-nomme-a-tete-commandement-allie-transformation/>

[Retour au sommaire](#)

2- Colonel Legrand : « Représentant la réalité du terrain, la concertation dispose d'une force légitime politique ». (Défense.gouv.fr, armée de terre)

La 59e session nationale du conseil de la fonction militaire-Terre (CFM -T) se tient toute la semaine à Paris. Deux thèmes majeurs font l'objet de discussions poussées : le suivi des blessés et le ressenti du « Plan famille ». Pour chacun, des pistes d'amélioration ou de réflexion sont en cours, présentées ce soir au chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT). En attendant, le secrétaire général du conseil nous explique la nécessité d'une concertation crédible au sein de l'armée de Terre.

1 - Mon colonel, en quoi consiste la concertation de l'armée de Terre ?

C'est un dispositif institutionnel de dialogue interne entre des représentants légitimes de la communauté militaire et le commandement. Selon le code de la défense, chaque niveau de la chaîne de commandement est chargé de veiller aux intérêts de ses subordonnés. Dès lors, la concertation vient en appui du commandement dans une démarche déterminée et constructive, concourant à la promotion de la condition militaire. Articulée autour du conseil de la fonction militaire Terre (CFM-T), la concertation dans l'armée de Terre s'ancre localement au niveau

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 63

du corps avec les commissions participatives (CPC). Elle est relayée au niveau zonal lors de journées zonales semestrielles (les JZT) et au niveau national par les travaux du CFM-T, organe de conseil du chef d'état-major de l'armée de Terre qui nourrit aussi l'instance ministérielle interarmées qu'est le conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM). Constitué de 260 membres tirés au sort dans différentes catégories de grade, de statut et de profils d'emploi, le CFM-T représente l'ensemble des Terriens, qu'ils servent ou non au sein de l'armée de Terre. Il se réunit périodiquement en plénière (65 membres) mais œuvre aussi en permanence en réseau, de façon très réactive.

2 - Les travaux sont-ils suivis d'effets ?

La concertation est le haut-parleur de l'armée de Terre qui restitue fidèlement les préoccupations et les attentes des militaires relevant statutairement de l'armée de Terre, quels que soient leur ancienneté, grade ou affectation d'emploi. Qu'il soit militaire du rang, sous-officier, officier affecté dans un régiment des forces, dans un groupement de soutien encore au sein des hôpitaux militaires ou du ministère de l'Intérieur, la concertation permet de dire les choses directement au CEMAT, sans filtre intermédiaire. Représentant la réalité du terrain, elle dispose d'une forte légitimité politique. Si elle n'obtient rien directement par elle-même, elle constitue pour le commandement un appui souvent déterminant et peut le guider dans certains choix. Elle a ainsi contribué à faire déboucher récemment de multiples dossiers : création de l'indemnité d'absence cumulée (IAC), extension de l'indemnité pour sujétion d'alerte opérationnelle (AOPER), non-fiscalisation des primes Sentinelle, dons de jours de permissions pour enfant malade, entre autres.

3 - Quels sont les points d'attention actuels des membres du CFMT ?

Depuis janvier dernier, le dispositif de concertation Terre a travaillé en particulier trois sujets majeurs :

- La perception du plan famille tout d'abord.

Il s'agit de faire part du ressenti et des attentes des militaires, en complément des indicateurs de suivi de mise en œuvre de ce plan. Il s'agit par exemple de proposer des adaptations concrètes comme une meilleure prise en compte de la situation familiale, l'éloignement géographique ou encore la création de mesures complémentaires telles le maintien d'un conseil juridique de proximité ou de garde-meubles militaires.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/colonel-legrand-representant-la-realite-du-terrain-la-concertation-dispose-d-une-forte-legitimite-politique>

[*Retour au sommaire*](#)

3- Pêche illégale ; arraisonnement musclé en Guyane (Le Marin, Eric Stumpfing)

Un militaire français et quatre pêcheurs brésiliens ont été blessés lors d'une opération de lutte contre la pêche illégale dans la nuit du 4 au 5 juin, à proximité de la délimitation maritime franco-brésilienne. Les patrouilleurs légers guyanais La Confiance et La Résolue et l'Organabo, une vedette côtière de la gendarmerie maritime, appuyés par un hélicoptère Fennec, ont surpris deux tapouilles en situation de pêche illégale. Les équipages du Falcao 3 et de l'Arpia, deux navires de 13 mètres de long, se sont violemment opposés au contrôle. Les

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 63

équipes de visite, composées de commandos marines, ont alors riposté à l'aide d'armes non létales, de type gomme-cogne. Selon une source qui a souhaité conserver l'anonymat, un marin français aurait été blessé légèrement par un tir ami durant l'assaut de l'Arpia. Une version démentie par la préfecture de Guyane qui indique une blessure accidentelle avant le début des contrôles.

Prison ferme

Au total, dix-sept membres d'équipage ont été appréhendés, parmi lesquels deux blessés légers, un blessé en urgence relative et un marin pris d'un malaise. Ces derniers ont été immédiatement pris en charge par le médecin embarqué à bord du PLG La Confiance avant d'être transportés à l'hôpital de Cayenne. Tous en sont sortis à la mi-journée pour être placés en garde à vue pour rébellion et violence contre des personnes dépositaires de l'autorité publique. Les capitaines du Falkao 3 et de l'Arpia ont été présentés le 6 juin devant le procureur de Cayenne dans le cadre de la comparution volontaire sur reconnaissance préalable de culpabilité. Les deux hommes ont été condamnés respectivement à 3 et 6 mois de prison ferme avec mandat de dépôt, pour violences volontaires sans incapacité sur personnes dépositaires de l'autorité publique. Les autres membres de l'équipage ont été remis à la Paf en vue de leur reconduite à la frontière franco-brésilienne. La confiscation des deux tapouilles a également été prononcée. Leurs cargaisons, environ 6 tonnes de poissons et 85 kg de vessies natatoires séchées, d'une valeur estimée à 30 000 euros, ont également été saisies. Les 25 km de filets abandonnés par les pêcheurs dans leur fuite ont été localisés et relevés par l'embarcation remonte-filets Caouanne

[Retour au sommaire](#)

1- Ankara – Téhéran – Moscou, axe énergétique et géopolitique (The conversation, Deniz Unal)

Parmi les sept plus grandes économies émergentes (le groupe des EM7), la Turquie connaît une dépendance énergétique record et croissante, malgré la relative sobriété de sa consommation. Cela tient à la croissance soutenue de son économie et à la pauvreté endémique de ses ressources énergétiques propres. L'analyse de sa consommation par sources d'énergie et pays fournisseurs révèle les enjeux géostratégiques de cette dépendance dans la région eurasiennne.

Le gaz naturel fait jeu égal avec le pétrole et le gaz

En 1965, le charbon et le pétrole représentaient respectivement 47 et 46 % des sources d'énergie consommées en Turquie (voir le graphique ci-dessous), le solde (7 %) provenant des énergies renouvelables, presque exclusivement d'origine hydraulique. Rapidement, la part du pétrole s'est faite très prépondérante, représentant 67 % en 1973. Mais les deux chocs pétroliers des années 1970 ont conduit le pays à optimiser ses ressources propres, à savoir l'énergie hydraulique et, surtout, le charbon, alors massivement utilisé pour le chauffage urbain. D'où une forte pollution de l'air dans les villes au début des années 1980 qui, alliée à une forte augmentation des besoins énergétiques, a motivé le recours au gaz naturel, moyennant l'installation progressive d'infrastructures de distribution. Aujourd'hui, 71 des 81 provinces turques sont desservies par le réseau gazier et cette source d'énergie fait pratiquement jeu égal avec le charbon et le pétrole : respectivement 27, 28 et 30 % de la consommation nationale ; l'hydraulique et les autres énergies renouvelables (éolienne, photovoltaïque, etc.), dont la production a décollé ces dernières années, constituent les 15 % restant.

Dépendance accrue vis-à-vis de Moscou et Téhéran

La production énergétique nationale – qui se répartit à parité entre énergies renouvelables et combustibles fossiles (charbon, pour l'essentiel) –, ne couvre qu'un quart des besoins. Le pays importe la quasi-totalité du pétrole et du gaz qu'il consomme. Seuls 5 % du pétrole brûlé en Turquie y sont produits (voir la partie A du graphique ci-dessous). Durant la période 2005-2017, pour laquelle l'Autorité nationale de régulation du marché de l'énergie (EPDK) détaille les approvisionnements, la Turquie s'est fournie auprès de 68 pays et, principalement, en 2017, auprès de l'Iran (26 %), de la Russie (18 %), de l'Irak (16 %), de l'Inde (8 %) et de l'Arabie saoudite (5 %), soit 77 % au total pour ces cinq pays. En matière gazière, la Turquie ne pourvoit qu'à 1 % de ses besoins qui sont couverts par des importations issues d'un nombre très réduit de pays (voir la partie B du graphique ci-dessous). En 2017, 80 % sont venues, via des gazoducs et en vertu de contrats de fourniture portant sur plusieurs décennies, de la Russie (52 %), de l'Iran (17 %) et de l'Azerbaïdjan (12 %). La Turquie, dans le cadre aussi de contrats à long terme, achète encore du gaz naturel liquéfié (GNL), acheminé par des méthaniers, à l'Algérie (8 %) et au Nigéria (2 %). Elle se fournit enfin sur le marché spot, autrement dit au comptant et à court terme, auprès de quelques fournisseurs (9 % dont 3 % auprès du Qatar). La Turquie a une forte dépendance à l'égard de la Russie et de l'Iran, ses principaux fournisseurs de gaz et de pétrole. Lesquels ont partie liée avec elle en raison de sa situation stratégique, au carrefour de gazoducs et d'oléoducs entre l'Eurasie et le Moyen-Orient vers l'Europe. Une situation que, dans son ambition de devenir une plate-forme clé de la distribution de gaz et de

pétrole, Ankara s'applique à conforter avec ses deux grands voisins, en particulier la Russie, qui y voient des avantages, tant économiques que géopolitiques. En sorte qu'on aboutit à une imbrication croissante des économies des trois pays.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://theconversation.com/ankara-teheran-moscou-axe-energetique-et-geopolitique-97595>

[Retour au sommaire](#)

2- Sébastien Abis : « Le meilleur casque bleu européen aujourd'hui, c'est l'agriculture » (Toute l'Europe, Céline Schmitt)

Alors que les débats sur le futur budget de la politique agricole commune pour la période 2021-2027 animent l'actualité européenne, Sébastien Abis, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et directeur du club DEMETER, revient sur les liens existants entre agriculture, alimentation et géopolitique.

Pouvez-vous expliquer, en quelques mots, en quoi consiste la géopolitique de l'alimentation ?

Il existe une géopolitique de l'agriculture et de l'alimentation, précisément parce que la première vocation de l'activité agricole est de nourrir les populations. Il s'agit de la plus vieille histoire de l'humanité. Même si le monde est en perpétuelle mutation et évolue très vite, en 2018 n'importe quel individu sur la planète doit pouvoir se nourrir pour avoir de l'énergie, mener sa vie, se développer etc... D'un point de vue individuel, chacun est donc dans une obligation stratégique, au quotidien, vis-à-vis de son estomac. Quand la faim se fait sentir, l'individu réagit et cherche de quoi se nourrir. Ce qui était valable au début de l'humanité l'est toujours aujourd'hui... Et ce qui vaut pour une personne vaut pour une collectivité. Chaque région, territoire ou nation doit agir pour sa sécurité alimentaire et anticiper les risques inhérents à cette équation complexe. Un pays qui souffre de difficultés hydriques, foncières, climatiques, alimentaires et rurales est, de fait, forcément plus sensible à l'instabilité socio-politique.

Assistons-nous aujourd'hui à un regain d'instabilité dans le monde qui serait lié aux questions alimentaires ?

Effectivement, actuellement tout se complexifie : au niveau climatique comme au niveau humain. Chaque jour, il y a 230 000 bouches supplémentaires à nourrir sur la planète. En 30 ans, la population mondiale a augmenté de 2,4 milliards d'habitants. Ce sera plus ou moins le même volume qui viendra s'ajouter d'ici à 2050. A cet horizon, la FAO nous alerte : il faudra produire 50% de nourriture en plus pour répondre aux demandes, mais l'extension des surfaces agricoles ne sera que de 4% entre ce qu'il sera possible d'exploiter durablement en matière foncière et ce qui sera simultanément perdu avec l'urbanisation, la désertification et les changements climatiques. Le manque d'eau et l'instabilité géopolitique sont d'autres facteurs obérant le développement agricole dans certains territoires. Demain, le scénario est donc simple en apparence mais terriblement difficile : produire plus mais beaucoup mieux, avec moins de ressources.

La Commission européenne a fait part de sa proposition de réduire de 5% (certains parlent même de 12% voire 15%) le budget de la PAC pour la période 2021-2027, qu'en pensez-vous ?

Aujourd'hui en Europe, nous avons atteint un niveau de sécurité alimentaire historique ! Tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Rares sont les espaces dans le monde pouvant se prévaloir d'un tel résultat. A cela s'ajoute cette capacité remarquable qu'a l'Union européenne de pouvoir produire quasiment de tout. La très grande performance agricole du continent est aussi liée à cette très vaste mosaïque de productions qui la compose. Néanmoins, nous sommes dans une phase où l'importance de l'agriculture n'est pas toujours perçue à sa juste valeur stratégique. S'il est juste que des débats émergent à propos des enjeux sanitaires, qualitatifs et environnementaux de la politique agricole commune, il n'est pas souhaitable, dans l'argumentaire global, d'oublier les enjeux géopolitiques qui sous-tendent la production agricole et la préservation de cette sécurité alimentaire acquise au cours des dernières décennies. L'impératif alimentaire n'a pas disparu sur le sol européen ! Mais nos sociétés sont de moins en moins familières des réalités agricoles, de moins en moins rurales et de moins en moins conscientes qu'il faut des travailleurs des paysages à la table pour apporter cette nourriture au quotidien. Pire, certains enferment le sujet agricole dans des niches conjoncturelles ou nutritionnelles, comme si toute la société uniformisait ses comportements alimentaires et disposait du même pouvoir d'achat. C'est une dynamique excessive. Dans les exploitations agricoles, dans les usines agro-industrielles ou dans les assiettes, c'est la diversité qui prime. L'Europe doit donc entretenir cette agriculture plurielle, ces productions multiples et continuer à accompagner les forces vives qui créent de la valeur ajoutée sur les territoires et contribuent à la sécurité alimentaire globale. Nombreux sont les Etats dans le monde à maintenir l'agriculture parmi les priorités nationales ou à miser de nouveau sur celle-ci pour leur développement, leur sécurité ou leur action extérieure. Il serait étonnant de voir l'Europe se détourner de ce sujet qui fut pourtant le principal moteur de sa construction politique et communautaire. D'autant plus que l'Europe, sans prétendre nourrir le monde, a sans doute une responsabilité à participer à la sécurité alimentaire au-delà de ses frontières. Pour équilibrer les besoins et compléter les productions nationales des autres pays qui ne peuvent être en autosuffisance, faute de ressources ou de stabilité.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.touteurope.eu/actualite/sebastien-abis-le-meilleur-casque-bleu-europeen-aujourd-hui-c-est-l-agriculture.html>

[Retour au sommaire](#)

3- L'immigration évitera-t-elle la crise technologique américaine ? (IRIS, Charles Thibout)

Le 11 juin prochain, un nouveau règlement anti-immigration réduira très sensiblement la possibilité pour les étudiants chinois de venir étudier aux États-Unis. Le but : mettre un terme à l'espionnage technologique engagé de longue date par la Chine afin de bénéficier des avancées réalisées par l'écosystème industriel et numérique américain. Cette mesure intervient certes sous l'autorité d'un président nationaliste et xénophobe, mais surtout à un moment de l'histoire où, grâce à leurs capacités technologiques, les Chinois menacent de déchoir les États-Unis de leur rang. Depuis plusieurs mois, la communauté scientifique et les entreprises

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 63

technologiques américaines s'inquiètent des mesures très restrictives de l'administration Trump contre l'immigration. Ces contraintes touchent particulièrement les pays musulmans (Muslim Ban), considérés comme des réservoirs de terroristes qui laisseraient leurs ressortissants les plus violents se fondre dans le flot des migrants. De nombreux observateurs de l'économie américaine craignent depuis lors que la politique migratoire fédérale n'affectât l'ensemble de l'écosystème technologique américain, toujours en quête de nouveaux talents, en particulier dans le domaine de l'ingénierie. À juste titre puisqu'une grande partie de la recherche de pointe en intelligence artificielle (IA) s'est déjà détournée du pays pour renforcer d'autres pôles d'innovation, comme Toronto, Londres ou Pékin.

Lutter contre l'espionnage économique

Cette fois, l'administration Trump s'apprête à annoncer de nouvelles restrictions visant les étudiants chinois qui devraient prendre effet le 11 juin. Leurs visas seront limités à une année seulement pour ceux d'entre eux qui souhaiteront étudier dans les secteurs de haute technologie, comme la robotique, l'aviation ou encore l'informatique quantique. Cette mesure intervient après des années de tensions entre Washington et Pékin autour de scandales d'espionnage industriel et technologique impliquant des étudiants et des ingénieurs chinois. De cette manière, le gouvernement américain entend réduire les possibilités de détournement d'informations sensibles qui, une fois aux mains des dirigeants chinois, seraient immédiatement exploitées pour nuire aux États-Unis, tant dans le domaine économique que militaire. Le document, qui devrait encadrer ce nouveau dispositif réglementaire, prévoit que « les États-Unis réviseront leur procédure d'attribution de visas afin de réduire le vol économique par des agents de renseignement non traditionnels ». Et d'ajouter : « Nous examinerons les restrictions imposées aux étudiants étrangers en sciences et en ingénierie des pays désignés pour nous assurer que la propriété intellectuelle n'est pas transmise à nos concurrents, tout en reconnaissant l'importance de recruter la main-d'œuvre technique la plus avancée aux États-Unis. »

Combattre l'immigration ou attirer les cerveaux ?

À elle seule cette phrase résume le paradoxe qui ne cesse de tourmenter l'administration américaine. Guidé par la satisfaction des instincts primaires de ses électeurs, Donald Trump n'oublie pas qu'il s'est également engagé à redonner toute sa grandeur à l'Amérique ; et, dans le contexte actuel de forte rivalité entre les États-Unis et la Chine, cela suppose nécessairement le renforcement des capacités technologiques du pays. Or, les firmes technologiques américaines ont besoin de main-d'œuvre qualifiée, d'ingénieurs, de techniciens, de mathématiciens, que le terreau autochtone issu du système de formation domestique ne peut satisfaire à lui seul. C'est pourquoi les critiques se sont immédiatement mises à pleuvoir lorsque des fuites ont révélé l'existence de ce projet. Les entreprises spécialisées dans les technologies d'avant-garde doutent de son efficacité. Pis, elles estiment qu'il affaiblira leurs capacités d'innovation, en particulier dans le domaine de l'IA. Dès le mois de décembre dernier, la RAND Corporation dévoilait une étude exhortant le gouvernement américain à assouplir sensiblement sa politique migratoire pour attirer les compétences technologiques en Amérique. Faute de quoi, les industries de haute technologie américaines accuseraient rapidement une forte pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs traditionnels de la primatie américaine.

L'avance technologique, pierre de touche de la puissance américaine

Bien entendu, au-delà du tropisme chauvinique de Donald Trump, c'est bien davantage l'essor exceptionnel de la Chine dans le domaine des technologies émergentes qui nourrit l'inquiétude des grands acteurs de l'économie numérique américaine. Avec un budget annuel de 22 milliards

de dollars consacré à l'IA, l'État chinois affiche des objectifs très ambitieux qui couvrent l'ensemble du spectre d'intervention de la puissance publique (économie, transports, santé, justice, police, armée...). À l'horizon 2025, ce budget devrait s'établir à 60 milliards de dollars. À titre de comparaison, Trump affirmait l'an dernier que le budget fédéral américain dédié à l'IA était de trois milliards de dollars... Nombreux sont ceux qui désormais s'opposent frontalement aux desseins claustrophiles de l'exécutif. Eric Schmidt est de ceux-là. L'ancien patron de Google, puis d'Alphabet – il siège toujours au conseil d'administration du groupe – dirige aujourd'hui le DoD Innovation Advisory Board, un organe consultatif sur les questions d'innovation pour le département de la Défense.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.iris-france.org/114167-limmigration-evitera-t-elle-la-crise-technologique-americaine/>

Ce site est répertorié dans la rubrique THINKTANKS

de la "[Communauté Défense et Sécurité](#)" d'ESPRI SURCOUF.fr

[Retour au sommaire](#)